

Un levier pour d'autres mobilisations

→ par Pascal Maillard, secrétaire national

Bilan de la journée de grève et de manifestations contre la réforme du collège.

Le 26 janvier devait être initialement une journée de mobilisation contre la réforme du collège, à l'initiative du SNES, avec l'intersyndicale du second degré. Les syndicats de la fonction publique CGT, FO et Solidaires ont aussi choisi cette date pour une journée nationale de mobilisation sur les salaires et en particulier la revalorisation du point d'indice. La FSU a soutenu l'initiative en laissant ses organisations libres d'appeler à la grève et en tentant de concilier au mieux les deux mots d'ordre. Le 12 janvier, le bureau national du SNESUP appelait les personnels de l'ESR à la grève et se joignait à l'intersyndicale du supérieur, avec le SNASUB et le SNCS. Il y avait en effet un réel enjeu à faire pression sur le gouvernement à la veille de l'ouverture de négociations salariales en février. Quel bilan tirer de cette journée de grève et de manifestation ? Si le minis-

▼
Les organisations syndicales contestent ce pourcentage et revendiquent 150 000 manifestants sur tout le territoire.
 ▲

tère avance un taux de grévistes de 10,32 %, les organisations syndicales contestent ce pourcentage et revendiquent 150 000 manifestants sur tout le territoire dont 15 000 à Paris. Les collègues du secondaire ont nourri une partie significative des cortèges, souvent placés en tête des manifestations.

À Paris la pétition « Ni RIF-SEEP, ni *statu quo* » était déposée au ministère, forte de 8 000 signatures. Certes, la mobilisation est encore timide dans les universités et les EPST, mais la majorité des collègues sont conscients des pertes considérables de pouvoir d'achat qu'ils ont eu à subir ces dernières années. Et ce n'est pas la réponse de Marylise Lebranchu qui les rassurera : une revalorisation « symbolique » du point d'indice augure mal des négociations de février. C'est pourquoi, à l'occasion d'une conférence de presse qui s'est tenue le



© DR

28 janvier, la FSU, par la voix de sa secrétaire générale, a mis en garde : « Nous attendons du gouvernement autre chose qu'une mesure symbolique sur le point d'indice ». Et Bernadette Groison de devenir plus menaçante : si la proposition du gouvernement est trop faible, « la FSU en appellera à la mobilisation des personnels ». D'ici-là le congrès du Mans aura permis de faire entendre plus clairement les exigences de notre fédération. ●